

ECO BUSINESS

PME - TPE - STARTUP

19 Octobre 2024

www.lodj.ma



**UNE CENTAINE DE NAVIRES
D'ICI 2040**



SCAN ME 

**Oui, le Maroc a bien une stratégie pour la constitution
d'une flotte nationale de marine marchande**



LA WEB TV QUI ALLIE ÉCONOMIE ET ÉCOLOGIE POUR UN AVENIR DURABLE !

+150.000 TÉLÉSPECTATEURS PAR MOIS | +20 ÉMISSIONS | +500 ÉPISODES



SCAN ME!

SOM MAIRE



WWW.LODJ.MA



OUI, LE MAROC A BIEN UNE STRATÉGIE POUR LA CONSTITUTION D'UNE FLOTTE NATIONALE DE MARINE MARCHANDE



PERCEPTION GLOBALEMENT PESSIMISTE DES MÉNAGES MAROCAINS



LES "GAZELLES" MAROCAINES : CES ENTREPRISES QUI COURENT APRÈS L'EMPLOI !



POURQUOI LES ENTREPRISES MAROCAINES RESTENT-ELLES DANS L'INFORMEL ?



PRODUCTIVITÉ : LE GRAND RÉVEIL DE L'INDUSTRIE MAROCAINE EST-IL POUR DEMAIN ?



LES OBSTACLES À LA CROISSANCE DES PME AU MAROC : DÉFIS ET RÉFORMES NÉCESSAIRES

OUI, LE MAROC A BIEN UNE STRATÉGIE POUR LA CONSTITUTION D'UNE FLOTTE NATIONALE DE MARINE MARCHANDE

Souveraineté en mer : le pari audacieux du Royaume chérifien

Le Maroc ne fait pas exception dans la quête d'une souveraineté économique renforcée, et la constitution d'une flotte nationale de la marine marchande en est un pilier stratégique.

L'appel lancé par SM le Roi Mohammed VI lors de son discours de la Marche Verte en novembre 2023 marque le début d'une initiative ambitieuse qui s'appuie sur une volonté de positionner le Royaume comme un acteur incontournable du transport maritime.

Les répercussions de cette augmentation, qui a atteint 230 euros la tonne sur Euronext fin septembre, se font déjà sentir, tant au niveau national qu'international. Cette flambée des prix pourrait poser de sérieuses questions pour l'économie marocaine, notamment en matière de sécurité alimentaire et d'inflation. Les répercussions de cette augmentation, qui a atteint 230 euros la tonne sur Euronext fin septembre, se font déjà sentir, tant au niveau national qu'international. Cette flambée des prix pourrait poser de sérieuses questions pour l'économie marocaine, notamment en matière de

Mais peut-on dire que le Maroc est véritablement prêt pour relever ce défi complexe et coûteux ?



Plusieurs défis majeurs se posent : la compétitivité par rapport aux flottes internationales, la capacité à attirer des investisseurs, et la mise en place d'un cadre fiscal et réglementaire favorable. Autant d'éléments qui nécessitent des réformes profondes et une vision à long terme.

Dans un contexte où les flux maritimes représentent plus de 90 % du commerce mondial, le Maroc se doit d'assurer sa place dans cette dynamique. Les ambitions du Royaume sont claires : constituer une flotte nationale capable de garantir la connexion entre les ports stratégiques de son littoral atlantique, tout en facilitant l'intégration régionale avec les pays du Sahel et de l'Afrique atlantique.

Le rôle des infrastructures portuaires telles que Tanger Med, Dakhla Atlantique et Nador West Med est ici crucial. Néanmoins, l'absence d'une flotte marchande nationale de taille suffisante reste un handicap majeur à surmonter.

Aujourd'hui, le Maroc dispose d'une quinzaine de navires sous pavillon national, bien en deçà de ses voisins méditerranéens.

L'objectif annoncé est d'atteindre une centaine de navires d'ici 2040. Mais cet objectif est-il réaliste ?

Mohamed Abdeljalil, le Ministère du Transport et de la Logistique, avec l'aide d'un cabinet international, a élaboré une stratégie visant à doter le Maroc d'une flotte compétitive. Ce plan repose sur plusieurs leviers : l'adoption de la « taxe au tonnage » pour alléger la pression fiscale sur les compagnies maritimes, la suppression de la retenue à la source sur les affrètements, et l'adaptation des règles relatives aux équipages. Ces mesures sont alignées sur les meilleures pratiques internationales, notamment celles de l'Europe.

Cependant, l'adoption de telles mesures suffira-t-elle à attirer les investissements nécessaires pour constituer cette flotte ? Une autre question cruciale est celle de la formation des compétences. Le Maroc, à travers l'Institut Supérieur d'Études Maritimes, devra renforcer ses programmes de formation afin de préparer une nouvelle génération de marins et de gestionnaires de la marine marchande. Cela implique également un renforcement des capacités de la Direction de la Marine Marchande pour réguler efficacement le secteur et garantir son développement harmonieux.

Oui, le Maroc a bien une stratégie pour la constitution d'une flotte nationale de marine marchande

La stratégie marocaine ne s'arrête pas à la constitution d'une flotte marchande. Elle ambitionne également de développer une véritable industrie maritime nationale. La construction navale et les chantiers de maintenance joueront un rôle central dans cette vision. Assurer l'autonomie de la flotte en matière de services de maintenance est un premier pas avant de viser la construction de navires sur le sol marocain.

Mais là encore, les défis sont nombreux : manque d'infrastructures adaptées, besoin d'investissement massif, et nécessité de s'aligner sur les normes internationales.

L'enjeu ne se limite donc pas à la marine marchande, mais touche à la souveraineté économique du pays. En développant une flotte nationale, le Maroc pourra maîtriser une partie de son commerce extérieur, particulièrement en lien avec des secteurs stratégiques comme l'hydrogène vert. À l'horizon 2040, l'objectif est clair : transformer le Maroc en une nation maritime de premier plan capable de soutenir ses ambitions industrielles et énergétiques.

La stratégie marocaine pour la constitution d'une flotte nationale de la marine marchande est ambitieuse et indispensable. Cependant, elle est loin d'être simple à mettre en œuvre. Des réformes profondes sont nécessaires, notamment en matière de fiscalité, d'infrastructures et de formation. Le succès de cette stratégie dépendra de la capacité du Royaume à attirer les investissements, à renforcer ses compétences maritimes et à créer un environnement favorable à la croissance du secteur.

Il ne fait aucun doute que le Maroc a les moyens de réussir ce pari, mais le chemin reste semé d'embûches.

Le Royaume est-il prêt à relever ces défis ? L'avenir de son commerce maritime et sa souveraineté économique en dépendent.



WEB RADIO DES MAROCAINS DU MONDE

ويب راديو مغاربة العالم

+750.000 AUDITEURS PAR MOIS | ÉMISSIONS, PODCASTS & MUSIC

DISPONIBLE SUR
Google Play



SCAN ME!

R212
L2DJ

PERSONNALITÉ DE LA SEMAINE



Chakib Benmoussa nouveau Haut Commissaire au Plan

“Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu L’assiste, a reçu, ce vendredi 18 octobre 2024 au Palais Royal à Rabat, M. Chakib Benmoussa que le Souverain a nommé Haut Commissaire au Plan.

PERSONNALITÉ DE LA SEMAINE

@lodjmaroc      

Perception globalement pessimiste des ménages marocains

Les résultats de l'enquête de conjoncture menée par le Haut-commissariat au Plan (HCP) au troisième trimestre 2024 montrent une quasi-stabilité de l'Indice de Confiance des Ménages (ICM). Celui-ci s'est établi à 46,2 points, contre 46,1 points au trimestre précédent et 46,5 points au même trimestre de l'année 2023.

Selon l'enquête, 80,6 % des ménages estiment que leur niveau de vie s'est détérioré au cours des 12 derniers mois, tandis que 14,6 % déclarent que leur niveau de vie est resté stable, et seulement 4,8 % perçoivent une amélioration.

Le solde d'opinion concernant l'évolution passée du niveau de vie est négatif, à -758 points, une amélioration légère par rapport aux -782 points du trimestre précédent et aux -815 points enregistrés un an plus tôt.

Concernant les perspectives pour les 12 mois à venir, 56,9 % des ménages s'attendent à une dégradation du niveau de vie, 35,5 % prévoient une stagnation, et 7,6 % anticipent une amélioration. Le solde d'opinion sur cette projection est de -493 points, en baisse par rapport aux -461 points du trimestre précédent et aux -417 points du même trimestre de 2023

L'enquête révèle une perception très négative en ce qui concerne le chômage. 82,2 % des ménages anticipent une augmentation du chômage dans les 12 mois à venir, contre 5,9 % qui s'attendent à une baisse. Le solde d'opinion concernant cet indicateur atteint -763 points, pratiquement inchangé par rapport aux -762 points du trimestre précédent, mais en amélioration par rapport aux -819 points du troisième trimestre 2023.

L'achat de biens durables est perçu comme peu opportun par une grande majorité des ménages.

78,7 % des répondants estiment que le moment n'est pas propice à l'acquisition de ces biens, contre 9 % seulement qui considèrent que c'est le bon moment. Le solde d'opinion reste négatif, à -697 points, s'améliorant légèrement par rapport aux -694 points du trimestre précédent, mais inférieur aux -715 points enregistrés à la même période l'an dernier.

La situation financière des ménages continue de susciter des inquiétudes.

Selon l'enquête, 54,9 % des ménages affirment que leurs revenus couvrent à peine leurs dépenses, tandis que 42,2 % déclarent devoir s'endetter ou puiser dans leur épargne, et seulement 2,9 % affirment pouvoir épargner une partie de leur revenu. Le solde d'opinion concernant la situation financière actuelle des ménages est de -393 points, une légère amélioration par rapport aux -400 points du trimestre précédent et aux -402 points de l'année précédente

Pour les 12 prochains mois, 33,1 % des ménages prévoient une détérioration de leur situation financière, contre 15 % qui s'attendent à une amélioration. Le solde d'opinion se situe à -181 points, en baisse par rapport aux -139 points du trimestre précédent

Quant à la capacité d'épargne, 10,9 % des ménages s'attendent à pouvoir épargner dans l'année à venir, une amélioration par rapport aux 8,9 % de l'année précédente. En parallèle, la hausse des prix des produits alimentaires continue de préoccuper les ménages : 97,5 % estiment que les prix ont augmenté au cours des 12 derniers mois, et 84,4 % s'attendent à ce que cette tendance se poursuive dans l'année à venir

En conclusion, cette enquête du HCP reflète une perception globalement pessimiste des ménages marocains, que ce soit en termes de niveau de vie, de chômage ou de capacité à consommer. Les perspectives économiques semblent peu rassurantes, même si une légère amélioration est attendue dans certains domaines comme la capacité à épargner.

سيق وقيس

Gitex Global à Dubaï : Les startups marocaines à l'assaut du monde technologique

Cet événement, véritable carrefour d'innovation, offre une plateforme unique pour les entreprises, notamment les pépites marocaines qui se distinguent sous la bannière « Morocco Now ». Parmi elles, des noms comme AfriTechia, Ingecys Telecom, Indatacore et Geo4net se démarquent, illustrant le dynamisme et le potentiel du secteur technologique marocain.

Ces PME, qui ont atteint un stade avancé dans leur développement, cherchent à tirer parti de cette vitrine internationale pour explorer les dernières tendances et solutions innovantes. Leur présence à Gitex n'est pas seulement une question de visibilité, mais aussi une opportunité stratégique pour établir des partenariats et attirer des investisseurs potentiels. Le marché IT du Moyen-Orient, en pleine expansion, représente un terrain fertile pour ces entreprises ambitieuses, désireuses de se positionner sur la scène mondiale.

Au cœur du pavillon « Morocco Now », érigé par l'Agence marocaine de développement des investissements et des exportations, ces entrepreneurs partagent leurs visions et leurs innovations, témoignant d'un Maroc numérique en pleine effervescence.

Leurs projets, alliant technologie et créativité, reflètent non seulement le savoir-faire local, mais aussi une volonté de conquérir de nouveaux horizons.

Dans un monde où la technologie évolue à une vitesse fulgurante, ces startups marocaines sont prêtes à relever le défi et à s'imposer sur le marché international.

Le Gitex Global, le plus grand salon technologique au monde, a ouvert ses portes ce lundi à Dubaï, attirant une foule impressionnante de 6 500 exposants, 1 800 startups et 1 200 investisseurs venus de plus de 180 pays.



Sa Majesté le Roi a rendu hommage à Ahmed Lahlimi Alami, l'ancien Haut Commissaire au Plan, en le décorant du Grand Cordon du Wissam Al Arch, l'une des plus hautes distinctions du Royaume. Cette décoration symbolise la reconnaissance royale pour les décennies de dévouement et de service rendues par Lahlimi Alami au service du développement économique et social du pays. Sous son mandat, le Haut-Commissariat au Plan a joué un rôle central dans l'élaboration des stratégies de développement du Maroc, tout en assurant la diffusion de statistiques économiques et sociales fiables et rigoureuses.



LAST NEWS



L'économie marocaine, bien que caractérisée par une augmentation de la densité des entreprises, peine à voir émerger un nombre suffisant d'entreprises à forte croissance, communément appelées "gazelles." Ces entreprises, qui affichent un développement rapide sur une période relativement courte, jouent un rôle crucial dans la création d'emplois et la stimulation de l'innovation dans les économies modernes. Or, leur présence limitée au Maroc constitue un frein à l'expansion économique et à l'émergence de grandes entreprises compétitives.

Les entreprises à forte croissance sont souvent les principaux contributeurs nets à la création d'emplois dans les économies dynamiques. Leur capacité à croître rapidement, tant en termes de chiffre d'affaires que d'effectifs, en fait des acteurs indispensables pour revitaliser le tissu économique. En comparaison avec les petites entreprises traditionnelles, les gazelles se distinguent par leur approche innovante, leur agilité et leur capacité à s'adapter rapidement aux besoins du marché.

Les "Gazelles" marocaines : ces entreprises qui courent après l'emploi !

Le rôle des entreprises à forte croissance (Gazelles) dans la création d'emplois au Maroc

Pourquoi les gazelles peinent-elles à émerger au Maroc ?

Politiques pour encourager l'innovation et lever les barrières à la croissance

Au Maroc, selon le dernier rapport de la Banque mondiale "Libérer le potentiel du secteur privé marocain", la densité des gazelles reste faible. Cela freine non seulement la création d'emplois mais aussi la croissance économique générale. En effet, les grandes entreprises marocaines, souvent issues de secteurs traditionnels, sont rarement confrontées à la concurrence de nouveaux entrants dynamiques. Ce manque de renouvellement empêche une véritable transformation économique et freine l'innovation.

Plusieurs facteurs expliquent cette faible densité d'entreprises à forte croissance. Parmi les obstacles identifiés, l'accès limité au financement figure en tête de liste. Les jeunes entreprises innovantes, souvent portées par des entrepreneurs ambitieux, rencontrent des difficultés à obtenir les financements nécessaires pour soutenir leur croissance. Les banques marocaines, en particulier, tendent à privilégier les grandes entreprises déjà établies, créant ainsi un déséquilibre sur le marché du crédit.

Les "Gazelles" marocaines : ces entreprises qui courent après l'emploi !

En outre, l'environnement réglementaire peut s'avérer dissuasif pour les gazelles. Les formalités administratives, bien qu'améliorées ces dernières années, restent encore lourdes, notamment en ce qui concerne la création et la fermeture d'entreprises. Cette rigidité décourage les entrepreneurs et ralentit l'émergence d'un tissu économique diversifié.

Enfin, l'écosystème de l'innovation demeure peu structuré. Le manque d'accompagnement des start-ups et des entreprises innovantes, combiné à une culture de l'entrepreneuriat encore émergente, limite le développement des gazelles.

Pour dynamiser l'économie marocaine et favoriser l'émergence d'entreprises à forte croissance, plusieurs leviers peuvent être activés :

Il est crucial de mettre en place des programmes de soutien au financement des entreprises innovantes, en collaboration avec les banques et les investisseurs privés. Les fonds d'investissement en capital-risque, soutenus par des incitations fiscales, pourraient également jouer un rôle clé dans ce domaine.

Pour permettre aux gazelles de croître rapidement, il est indispensable de simplifier les procédures administratives, notamment en matière d'enregistrement et de radiation des entreprises. Des mesures de simplification et de numérisation peuvent grandement faciliter la gestion des entreprises et attirer de nouveaux entrants.

Le Maroc doit développer un environnement propice à l'innovation en créant des pôles technologiques et en soutenant les incubateurs et les accélérateurs de start-ups. Ces structures permettent aux jeunes entreprises de bénéficier d'un accompagnement personnalisé et de s'inscrire dans des réseaux qui favorisent l'innovation et la croissance.



Une des clés pour faire émerger des gazelles est de renforcer l'éducation à l'entrepreneuriat, notamment dans les universités. Les jeunes entrepreneurs doivent être formés non seulement aux aspects techniques de leur secteur, mais aussi à la gestion d'entreprise, à la levée de fonds et à l'innovation.

L'ouverture des marchés à une concurrence saine est essentielle pour stimuler l'innovation. Les entreprises doivent être mises en compétition afin que les plus productives et innovantes puissent accéder aux ressources nécessaires à leur développement. Des réformes dans la réglementation de la concurrence pourraient encourager la création de nouvelles entreprises et réduire les distorsions de marché.

Le rôle des entreprises à forte croissance, ou gazelles, est crucial pour dynamiser l'économie marocaine et créer des emplois durables. En instaurant un environnement favorable à leur développement, le Maroc pourrait non seulement renforcer sa compétitivité internationale mais aussi répondre aux défis liés à l'emploi et à l'innovation. Ces entreprises constituent une opportunité à saisir pour propulser l'économie nationale vers un nouveau palier de croissance, à condition que des réformes ambitieuses soient mises en œuvre pour lever les barrières à leur expansion.

Pourquoi les entreprises marocaines restent-elles dans l'informel ?

Le défi des entreprises informelles au Maroc : Un obstacle à la croissance économique



Le secteur informel au Maroc représente une part significative du tissu économique. Ce phénomène, largement répandu dans de nombreuses économies en développement, pose des défis majeurs à la croissance durable et à la formalisation du secteur privé. Malgré les efforts déployés pour améliorer l'environnement des affaires, des milliers d'entreprises choisissent de rester en dehors du cadre légal en raison de barrières administratives, de la complexité des procédures, et des coûts élevés associés à la formalisation.

Le secteur informel, souvent qualifié de "zone grise", englobe une grande variété d'activités économiques non enregistrées auprès des autorités. Les entreprises informelles ne respectent pas nécessairement les réglementations en matière de travail, de fiscalité ou de sécurité sociale, ce qui leur permet d'éviter certaines charges, mais les expose également à de nombreux risques. Selon plusieurs études, le secteur informel au Maroc emploie une grande partie de la population active et contribue de manière significative à l'économie nationale.

Toutefois, cette situation présente des inconvénients majeurs. Les entreprises informelles échappent aux systèmes de taxation, privant ainsi l'État de revenus fiscaux essentiels. De plus, elles n'ont pas accès aux avantages offerts par la formalisation, tels que le financement bancaire, les subventions publiques, et la protection légale, limitant leur potentiel de croissance. La persistance de cette économie informelle entrave la productivité globale et réduit l'efficacité du marché du travail.

Plusieurs facteurs expliquent pourquoi une grande partie des entreprises marocaines reste informelle.

Le processus de formalisation, bien que simplifié ces dernières années, reste encore trop complexe pour beaucoup d'entrepreneurs. La création d'une entreprise formelle nécessite des démarches administratives parfois perçues comme fastidieuses et coûteuses. Les procédures d'enregistrement, bien que désormais en partie numérisées, peuvent encore être longues et décourageantes, en particulier pour les petits entrepreneurs.

L'un des obstacles majeurs à la formalisation est la fiscalité. De nombreuses petites entreprises préfèrent rester dans l'informel pour éviter les taxes élevées et les contributions sociales obligatoires. La crainte d'être imposées de manière disproportionnée par rapport à leurs revenus pousse ces entreprises à choisir l'informalité. Cela crée un cercle vicieux où les entreprises, en évitant de se formaliser, ne peuvent pas croître de manière substantielle.

Un autre obstacle souvent négligé est la difficulté de fermer une entreprise. Les procédures de dissolution d'une entreprise formelle sont coûteuses et compliquées, ce qui dissuade beaucoup d'entrepreneurs de se formaliser en premier lieu. Ils préfèrent garder leur entreprise dans l'informel plutôt que de prendre le risque de devoir affronter de lourdes démarches administratives en cas d'échec.

Pourquoi les entreprises marocaines restent-elles dans l'informel ?

Réformes nécessaires pour encourager la formalisation

Afin de réduire l'ampleur de l'économie informelle et d'encourager la formalisation, il est essentiel de mettre en œuvre des réformes structurelles qui rendent le processus plus attractif pour les entreprises.

Il est indispensable de continuer à simplifier les procédures d'enregistrement des entreprises. Cela passe par une digitalisation accrue des services publics, un guichet unique plus efficace, et une réduction des délais de traitement. Les entrepreneurs doivent pouvoir enregistrer leur entreprise rapidement et sans avoir à naviguer dans des processus administratifs trop complexes. La mise en place de programmes d'accompagnement pour les petites entreprises peut également faciliter cette transition.

Une révision du régime fiscal applicable aux petites entreprises serait un levier puissant pour inciter les entrepreneurs à se formaliser. Il est nécessaire de créer des régimes fiscaux adaptés à la taille et au chiffre d'affaires des entreprises. Des allègements fiscaux temporaires pour les nouvelles entreprises ou des taux d'imposition progressifs en fonction des revenus peuvent encourager la formalisation. Par ailleurs, il serait utile de renforcer la communication sur les avantages que les entreprises peuvent tirer de la formalisation en termes de financement et de protection juridique.

Pour éviter que les entrepreneurs ne soient pénalisés en cas d'échec, il est crucial de réduire les coûts associés à la fermeture d'une entreprise. Cela passe par des procédures de dissolution plus simples et moins coûteuses. En allégeant ce fardeau, les autorités permettraient aux entrepreneurs de prendre des risques sans avoir à craindre des conséquences administratives trop lourdes en cas d'échec.

Une meilleure formalisation des entreprises aurait des impacts significatifs sur l'économie marocaine. Tout d'abord, elle permettrait d'élargir la base fiscale du pays, offrant ainsi à l'État des ressources supplémentaires pour financer des projets d'infrastructure ou des programmes sociaux. Ensuite, elle renforcerait la compétitivité des entreprises marocaines en leur donnant accès à des financements bancaires, des subventions et des marchés plus importants. Enfin, la formalisation encouragerait une meilleure protection des travailleurs, en garantissant un accès à la sécurité sociale et aux droits du travail.

Le défi des entreprises informelles au Maroc est un frein à la croissance économique et à la modernisation du secteur privé. Pour surmonter ce défi, des réformes structurelles visant à simplifier la formalisation, alléger la fiscalité, et réduire les coûts administratifs sont essentielles. En encourageant les entreprises à quitter l'informel, le Maroc pourrait renforcer sa productivité, accroître ses recettes fiscales et améliorer les conditions de travail de millions de citoyens.





Productivité : le grand réveil de l'industrie marocaine est-il pour demain ?

La stagnation de la productivité dans les secteurs clés au Maroc : Un obstacle à la compétitivité

La productivité du secteur privé marocain, en particulier dans l'industrie manufacturière, connaît une stagnation préoccupante. Comparée aux standards internationaux, la productivité des entreprises marocaines reste insuffisante pour permettre une compétitivité durable à l'échelle mondiale. Cette situation freine le potentiel de croissance du pays et compromet sa capacité à rivaliser avec d'autres économies émergentes. Comprendre les raisons de cette stagnation est essentiel pour mettre en œuvre les réformes nécessaires à la modernisation des secteurs clés.

Les causes de la stagnation de la productivité :
Un faible investissement dans la technologie, Le manque d'innovation, Des PME sous-capitalisées, Un environnement réglementaire contraignant,

L'un des principaux facteurs expliquant la faible productivité au Maroc est le retard dans l'adoption de technologies modernes. Dans l'industrie manufacturière, en particulier, les processus de production sont souvent obsolètes et peu automatisés, ce qui limite la capacité des entreprises à augmenter leur production tout en réduisant les coûts. En comparaison avec d'autres pays émergents, les industries marocaines sont moins digitalisées, ce qui les rend moins flexibles et moins compétitives sur le marché mondial.

L'innovation est un levier essentiel pour améliorer la productivité dans tous les secteurs. Pourtant, au Maroc, les investissements en recherche et développement (R&D) restent faibles.

Les entreprises marocaines, notamment les petites et moyennes entreprises (PME), n'ont souvent pas les ressources ou le soutien nécessaires pour développer de nouveaux produits ou services. Cela conduit à un manque de différenciation et une dépendance vis-à-vis de modèles économiques peu rentables. Les secteurs innovants, comme les technologies de l'information, sont encore sous-développés et n'ont pas suffisamment d'impact sur l'ensemble de l'économie.

Les PME représentent la majorité des entreprises marocaines et contribuent de manière significative à l'emploi. Cependant, leur productivité est souvent limitée par un accès insuffisant au financement. En effet, les banques marocaines, tout en étant relativement solides, ont tendance à privilégier les grandes entreprises et à négliger les PME, qui sont pourtant le moteur de l'innovation et de la création d'emplois. Ce manque de capital empêche les petites entreprises de moderniser leurs équipements ou d'investir dans des projets innovants susceptibles d'améliorer leur compétitivité.

Bien que le Maroc ait fait des progrès dans la simplification des affaires, l'environnement réglementaire reste contraignant pour les entreprises qui cherchent à croître et à se moderniser. Les entreprises marocaines, en particulier dans le secteur manufacturier, font face à des obstacles réglementaires qui freinent leur développement. Les lourdeurs administratives et la complexité des procédures de création d'entreprise ou d'obtention de permis pèsent sur la capacité des entreprises à s'adapter aux nouvelles réalités du marché.

Productivité : le grand réveil de l'industrie marocaine est-il pour demain ?

Cela limite l'expansion des entreprises et leur capacité à innover et à adopter de nouvelles technologies.

Les solutions pour moderniser l'industrie et relancer la productivité : Accélérer l'adoption technologique, Faciliter l'accès au financement pour les PME, Soutenir l'innovation par des fonds dédiés à la R&D, Réformer l'environnement réglementaire

Productivité : le grand réveil de l'industrie marocaine est-il pour demain ?

Pour sortir de cette stagnation et améliorer la compétitivité des entreprises marocaines, plusieurs réformes et actions peuvent être envisagées.

L'adoption de nouvelles technologies est un facteur clé pour stimuler la productivité. Le Maroc doit encourager l'automatisation et la digitalisation dans le secteur manufacturier en offrant des incitations fiscales pour l'achat de machines modernes et en promouvant l'usage des technologies de l'information. Les entreprises qui modernisent leurs infrastructures devraient bénéficier de soutiens directs du gouvernement pour accélérer leur transition numérique. Par ailleurs, il serait pertinent de créer des partenariats public-privé visant à faciliter l'accès aux technologies avancées pour les PME.

Il est essentiel de renforcer la culture de l'innovation au Maroc en augmentant les investissements en recherche et développement. Le gouvernement pourrait encourager les entreprises à investir dans la R&D en proposant des crédits d'impôt et des subventions pour les projets innovants. En outre, il est nécessaire de créer un écosystème qui soutienne les start-ups technologiques et les entreprises innovantes en mettant en place des incubateurs, des centres de recherche et des programmes de mentorat. Les universités et les entreprises doivent également collaborer davantage pour favoriser l'innovation à travers des programmes de recherche appliquée.

Le manque d'accès au financement reste un frein majeur à la modernisation des PME. Le gouvernement doit mettre en place des mécanismes de financement plus inclusifs, notamment à travers des garanties publiques pour les prêts accordés aux PME. Les banques pourraient être incitées à diversifier leurs portefeuilles en finançant davantage de petites entreprises innovantes. Des programmes de microcrédit et de financement participatif (crowdfunding) pourraient également être développés pour répondre aux besoins de financement des entrepreneurs et des PME qui n'ont pas accès aux crédits traditionnels.

Une réforme profonde de l'environnement réglementaire est nécessaire pour permettre aux entreprises marocaines de croître et de prospérer. Simplifier les procédures administratives et les rendre plus transparentes, notamment pour l'obtention de permis, pourrait aider les entreprises à se concentrer sur leur développement. La numérisation complète des services publics liés à la création d'entreprise et à la gestion des permis est une étape indispensable pour rendre le Maroc plus attractif pour les investisseurs nationaux et étrangers.

La stagnation de la productivité dans les secteurs clés de l'économie marocaine, notamment l'industrie manufacturière, constitue un défi majeur pour le développement économique du pays. Pour y remédier, il est crucial de favoriser l'adoption technologique, de soutenir l'innovation, d'améliorer l'accès au financement pour les PME, et de réformer l'environnement réglementaire. En mettant en œuvre ces réformes, le Maroc pourra non seulement accroître la compétitivité de ses entreprises mais aussi renforcer son positionnement sur la scène internationale, contribuant ainsi à une croissance économique plus forte et plus durable.



LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA BOURSE DE CASABLANCA A ENTÉRINÉ LA NOMINATION DE BRAHIM BENJELLOUN TOUIMI (BOA) EN TANT QUE PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION, POUR UNE DURÉE DE DEUX ANS. IL SUCCÈDE À KAMAL MOKDAD (BCP), DONT LE MANDAT EST ARRIVÉ À SON TERME.



Les obstacles à la croissance des PME au Maroc : Défis et réformes nécessaires

Les petites et moyennes entreprises (PME) constituent le pilier de l'économie marocaine, représentant une grande partie du tissu entrepreneurial du pays. Cependant, ces entreprises font face à de nombreux obstacles qui freinent leur croissance et leur compétitivité.

Les obstacles à la croissance des PME au Maroc : Défis et réformes nécessaires

Les défis structurels liés à l'accès au financement, à une fiscalité lourde et à des barrières administratives empêchent les PME de réaliser leur plein potentiel. Pour que les PME deviennent le moteur de la croissance économique au Maroc, il est indispensable de lever ces obstacles et de mettre en place des réformes adaptées.

Les obstacles à la croissance des PME : L'accès limité au financement, Une fiscalité contraignante, Les barrières administratives liées à la taille

L'un des principaux défis auxquels les PME marocaines sont confrontées est l'accès restreint aux financements. En dépit de leur rôle crucial dans l'économie, les PME peinent à obtenir des prêts bancaires ou à lever des fonds pour investir et croître. Les banques privilégient souvent les grandes entreprises bien établies, jugées moins risquées, tandis que les PME sont perçues comme plus vulnérables en raison de leur petite taille et de leur manque de garanties. Selon des études récentes, seules 30% des PME marocaines ont un accès direct au crédit, ce qui les empêche de financer leur expansion ou de moderniser leur infrastructure.

Ce problème est aggravé par le manque d'alternatives de financement. Le marché marocain de la finance est encore insuffisamment développé, et les solutions comme le capital-risque, le financement participatif (crowdfunding) ou les subventions publiques restent limitées. Les entrepreneurs, notamment les jeunes, peinent à trouver des financements adaptés à leurs besoins, ce qui limite les opportunités de croissance.

Les PME au Maroc font face à une fiscalité lourde et souvent disproportionnée par rapport à leur taille. Le système fiscal actuel n'est pas suffisamment différencié entre les petites entreprises et les grandes corporations, ce qui place une pression financière importante sur les PME. Les impôts sur les sociétés, la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et les charges sociales représentent un poids financier considérable pour les PME, réduisant leur capacité à réinvestir dans leur activité. Cela pousse certaines d'entre elles à rester dans l'informalité ou à limiter leur croissance pour éviter des tranches fiscales plus élevées.

Les répercussions de cette augmentation, qui a atteint 230 euros la tonne sur Euronext fin septembre, se font déjà sentir, tant au niveau national qu'international. Cette flambée des prix pourrait poser de sérieuses questions pour l'économie marocaine, notamment en matière de sécurité alimentaire et d'inflation.

Conscient de la gravité de la situation, le gouvernement marocain a pris les devants. Dès le mois d'août, il a décidé d'accroître les crédits alloués au soutien des importateurs de blé. Une initiative qui vise à protéger le marché local des fluctuations des cours mondiaux. En effet, avec une campagne céréalière affectée par une sécheresse persistante, le pays se voit contraint d'augmenter ses importations de blé. Les prévisions pour 2024 annoncent ainsi des volumes atteignant 10 millions de tonnes, contre 7,8 millions lors de la saison 2021-2022, dont 6 millions de blé tendre.

Cette dépendance accrue aux importations, notamment en provenance de la Russie et de la France, expose le Maroc à des risques importants. Les tensions sur les marchés internationaux, combinées à une demande croissante de pays comme l'Égypte et l'Algérie, exacerbent encore ces pressions. Abdelkader Alaoui, président de la Fédération nationale de la minoterie (FNM), a récemment confirmé que des subventions supplémentaires ont Cette dépendance accrue aux importations, notamment en provenance de la Russie et de la France, expose le Maroc à des risques importants. Les tensions sur les marchés internationaux, combinées à une demande croissante de pays comme l'Égypte et l'Algérie, exacerbent encore ces pressions. Abdelkader Alaoui, président de la Fédération nationale de la minoterie (FNM), a récemment confirmé que des subventions supplémentaires ont

Les obstacles à la croissance des PME au Maroc : Défis et réformes nécessaires

Les PME marocaines sont également confrontées à des obstacles administratifs qui compliquent leur développement. Le cadre réglementaire est souvent rigide et peu adapté à la réalité des petites entreprises. Par exemple, les procédures d'obtention de licences, de permis ou de certification sont souvent longues et coûteuses, ce qui décourage les PME d'entreprendre des projets de croissance ou de formalisation.

Par ailleurs, de nombreuses entreprises choisissent délibérément de rester petites pour éviter certaines obligations légales liées à la taille, comme le paiement de cotisations sociales plus élevées ou la mise en conformité avec des réglementations plus strictes. Cette dynamique freine la croissance des PME et limite leur capacité à passer à une échelle supérieure.

Les réformes nécessaires pour libérer le potentiel des PME : Faciliter l'accès au financement, Réformer la fiscalité des PME; Réduire les barrières administratives

Pour surmonter ces défis structurels, des réformes ambitieuses et ciblées sont nécessaires afin de libérer le potentiel des PME marocaines. Voici quelques solutions qui pourraient contribuer à une croissance durable et inclusive des petites entreprises.

Le premier levier à actionner est l'amélioration de l'accès au financement pour les PME. Des mesures peuvent être prises pour encourager les banques à prêter davantage aux petites entreprises, notamment par la mise en place de garanties publiques qui réduisent les risques pour les institutions financières. Le développement de mécanismes de microcrédit et de solutions alternatives comme le capital-risque ou le financement participatif doit être encouragé pour offrir plus de flexibilité aux entrepreneurs.

En parallèle, l'État peut soutenir directement les PME via des subventions à l'innovation et des fonds d'investissement dédiés aux secteurs stratégiques. Ces outils permettraient de soutenir la croissance des PME tout en les aidant à moderniser leurs infrastructures et à investir dans la technologie.

Une réforme fiscale spécifique aux PME est nécessaire pour alléger leur charge et favoriser leur développement. Un système fiscal progressif, où les taux d'imposition sont proportionnels à la taille et aux revenus des entreprises, pourrait encourager la formalisation et la croissance des petites entreprises. Des exonérations temporaires ou des réductions fiscales pour les jeunes entreprises et les startups innovantes constitueraient également un levier pour stimuler l'entrepreneuriat.

Par ailleurs, la simplification des obligations fiscales, notamment via la digitalisation des processus et une plus grande transparence des règles fiscales, permettrait de réduire les coûts de conformité pour les PME. Cela leur offrirait plus de visibilité et de sécurité dans la gestion de leurs finances.

La simplification administrative est une priorité pour encourager la croissance des PME. Les processus d'obtention de licences, de permis et de certifications doivent être accélérés et rendus moins coûteux. La mise en place d'un guichet unique numérique pour toutes les démarches administratives permettrait aux PME de gagner du temps et de se concentrer sur leur développement.

Il est également crucial de revoir les réglementations qui pénalisent les entreprises en fonction de leur taille. En supprimant les seuils administratifs qui incitent les entreprises à rester petites, le Maroc pourrait encourager une dynamique de croissance plus saine et plus soutenue.

Les PME marocaines représentent un formidable potentiel de croissance pour l'économie nationale. Cependant, elles sont actuellement freinées par des obstacles structurels, notamment un accès limité au financement, une fiscalité contraignante et des barrières administratives. Pour libérer ce potentiel, des réformes ambitieuses et ciblées sont indispensables. En facilitant l'accès aux capitaux, en réformant la fiscalité et en simplifiant les procédures administratives, le Maroc pourrait permettre à ses PME de croître et de devenir un véritable moteur de l'économie nationale.

PME au Maroc : survivre ou périr, telle est la question

Selon un rapport récent de la Banque mondiale et de l'Observatoire TPME du Maroc, 53 % des entreprises créées au Maroc survivent au-delà de cinq ans. Bien que ce chiffre soit prometteur, il souligne aussi les défis auxquels font face les jeunes entreprises pour perdurer dans un environnement économique complexe.

Ce taux de survie relativement élevé par rapport à d'autres pays africains montre que le Maroc a su créer un climat favorable à l'entrepreneuriat. Cependant, de nombreux obstacles persistent, notamment l'accès au financement, la fiscalité lourde, et les difficultés liées à la gestion administrative. Ce constat souligne l'importance de renforcer l'accompagnement des petites et moyennes entreprises (PME) pour assurer une croissance pérenne.

En comparaison avec d'autres pays émergents, comme le Brésil ou l'Inde, où les taux de survie sont souvent inférieurs à 50 %, le Maroc se positionne favorablement. Toutefois, des pays comme la Malaisie ou le Chili ont des taux supérieurs grâce à des politiques de soutien aux entreprises mieux adaptées.



53 % des entreprises créées au Maroc survivent au-delà de cinq ans.

Pour améliorer ces chiffres, le Maroc devra continuer à réformer son environnement entrepreneurial, en facilitant l'accès au crédit, en simplifiant les démarches administratives, et en soutenant les jeunes entreprises avec des programmes adaptés. Cependant, l'incertitude quant à la capacité du gouvernement à mener ces réformes persiste.



LA WEB TV ECO & ECO

REGARDER L'ODJ WEB TV EN LIVE STREAMING
24H/7J AVEC REDIFFUSION EN VOD !



LA WEB TV QUI ALLIE ÉCONOMIE ET ÉCOLOGIE,
POUR UN AVENIR DURABLE !

+150.000
Télespectateurs / mois

+20
émissions

+500
épisodes



SCAN ME!



“ Les revendications des entreprises marocaines : vers une fiscalité toujours plus légère ?

PLF 2025 : Quand la baisse des impôts devient un credo patronal sans fin

Les discussions autour du projet de loi de finances 2025 révèlent une constante dans les demandes des patrons marocains : une réduction des impôts et des taxes, un plaidoyer qui ne semble pas faiblir. La Confédération générale des entreprises du Maroc (CGEM) continue d'insister sur des mesures visant à alléger le poids fiscal sur les entreprises, tout en soutenant une série de réformes stratégiques dans divers secteurs. Mais cette quête incessante de baisse d'impôts est-elle véritablement bénéfique pour l'économie marocaine, ou expose-t-elle à des risques de déséquilibre fiscal ?

La principale demande de la CGEM concerne la réduction progressive de l'impôt sur le revenu (IR), avec un objectif clair : atteindre un taux marginal de 35 % d'ici 2027. La question qui se pose alors est celle de la répartition des bénéfices d'une telle réforme.

Si les grandes entreprises semblent bénéficier directement de ces réductions, qu'en est-il des PME, qui constituent pourtant une part importante du tissu économique marocain ? Cette baisse de l'IR serait-elle véritablement inclusive, ou risquerait-elle d'accentuer les écarts économiques ?



En parallèle, la CGEM propose d'étendre le plafond d'exonération des indemnités de licenciement à 2 millions de dirhams pour les employés de plus de 50 ans. Cette mesure vise à offrir une protection sociale accrue aux travailleurs, tout en rendant les entreprises plus compétitives sur le marché du travail.

Cependant, la question des inégalités subsiste : cette exonération ne bénéficierait-elle qu'à une frange minoritaire de travailleurs, ceux déjà bien rémunérés, au détriment de la majorité ?

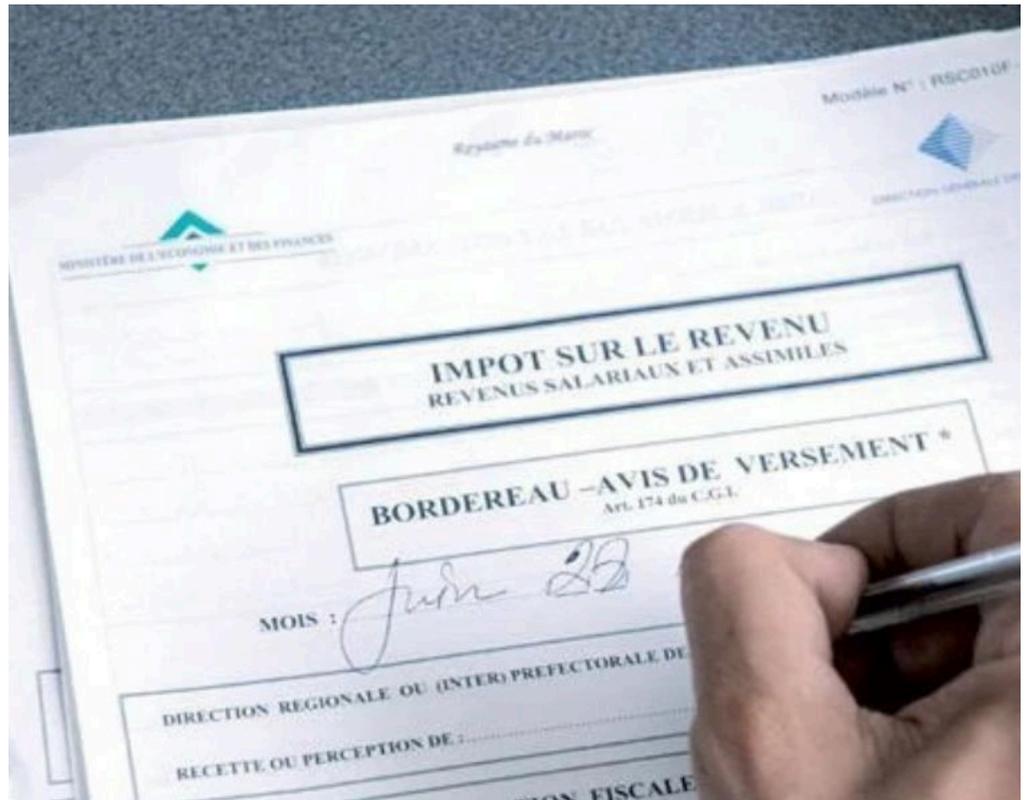
L'une des propositions les plus intéressantes de la CGEM concerne l'introduction d'une taxe écologique fondée sur le principe du "pollueur-payeur".

À première vue, cette mesure semble répondre aux préoccupations environnementales croissantes. Toutefois, la mise en œuvre d'une telle taxe, limitée à cinq secteurs pour une phase de test, peut paraître insuffisante face aux enjeux climatiques.

De plus, remplacer cette taxe par des prélèvements existants comme la taxe intérieure de consommation (TIC) pourrait diluer son impact réel, réduisant ainsi la portée de cette soi-disant « fiscalité verte ».

ECO PLF 2025

PLF 2025 : Quand la baisse des impôts devient un credo patronal sans fin



Les propositions de la CGEM ne s'arrêtent pas à la fiscalité générale. Elles touchent également à la simplification du paiement de l'impôt sur les sociétés (IS), à la révision de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ou encore à la révision des droits de douane dans certains secteurs stratégiques. Ces mesures visent à améliorer la compétitivité des entreprises marocaines, mais leur portée reste incertaine. L'exemple de la réduction des droits de douane sur les batteries de stockage d'électricité, de 40 % à 2,5 %, semble bénéfique pour la transition énergétique. Toutefois, la capacité des entreprises locales à tirer pleinement parti de ces baisses tarifaires reste sujette à caution.

Dans le secteur agroalimentaire, la CGEM propose de réduire la TVA sur les produits de l'agro-industrie, une mesure qui pourrait stimuler la demande locale. Néanmoins, il est légitime de se demander si cette réduction profitera réellement aux consommateurs ou si elle se traduira simplement par des marges supplémentaires pour les entreprises. La suppression de la TVA sur les commissions des intermédiaires dans le secteur des assurances pourrait également favoriser ce secteur, mais sans impact direct sur les assurés.

Réduire les taxes à tout prix : au risque de déséquilibrer les finances publiques ?

Si les propositions de la CGEM cherchent avant tout à rendre l'économie marocaine plus compétitive, il convient de s'interroger sur les répercussions à long terme d'une telle politique fiscale. En effet, la réduction des recettes fiscales pourrait fragiliser les finances publiques, dans un contexte où l'État doit également faire face à des dépenses croissantes pour financer des infrastructures et des services publics.

Le dilemme est donc clair : comment concilier compétitivité des entreprises et équilibre budgétaire ?

Finalement, derrière ces revendications récurrentes pour « toujours moins d'impôts », ne se cache-t-il pas un risque de désengagement progressif de l'État dans des secteurs clés de l'économie et du social ? Il est essentiel de s'interroger sur les priorités à long terme pour le développement économique du pays, afin de ne pas sacrifier l'équité fiscale au profit d'intérêts à court terme.



LA WEB RADIO

#MDM

DES MAROCAINS
DU MONDE

+750.000

AUDITEURS PAR MOIS

ÉMISSIONS, PODCASTS & MUSIQUE



Télécharger notre application
mobile sur Android !



SCAN ME!

KAZYON : 120 magasins en une année

La société est une filiale du détaillant à prix réduit KAZYON, qui opère également en Égypte et en Arabie Saoudite. Le groupe compte 1 300 magasins répartis dans ces trois marchés, ce qui en fait le plus grand acteur de son secteur dans le monde arabe et en Afrique. Le groupe emploie près de 10 000 personnes.



KAZYON a été fondée en 2014 en Égypte par Hassan Heikal, avec un capital libéré à ce jour de 250 millions de dollars. L'approche avant-gardiste de KAZYON a immédiatement séduit un large public égyptien, en faisant l'une des plus grandes et des plus populaires chaînes de supermarchés du pays. Avec ses valeurs fondamentales indéfectibles d'intégrité, de transparence et d'engagement envers la satisfaction du client, KAZYON ambitionne de devenir l'un des plus grands acteurs de la région.

Les objectifs de KAZYON au Maroc :

Offrir des prix compétitifs : Maintenir des prix bas tout en garantissant la qualité des produits, permettant ainsi aux familles marocaines de réaliser des économies significatives.

Créer des emplois : Contribuer à l'économie locale en créant des emplois dans les magasins, les centres de distribution et les services administratifs.

Soutenir les fournisseurs locaux : Collaborer avec les producteurs et fournisseurs marocains pour promouvoir les produits locaux et renforcer l'économie nationale.

Expansion géographique : Ouvrir des magasins dans toutes les grandes villes du Maroc afin d'être accessible à un maximum de consommateurs.

Engagement communautaire : Participer activement à des initiatives sociales et communautaires pour avoir un impact positif sur les communautés locales.

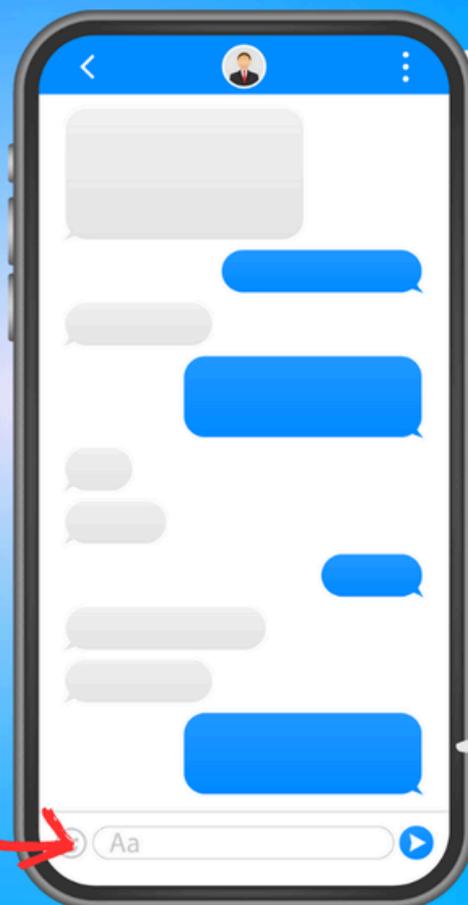
Au Maroc, après une année d'opérations, KAZYON a ouvert avec succès plus de 120 magasins, s'étendant d'El Jadida au sud à Tanger au nord, devenant ainsi un employeur de premier plan avec environ 1 000 collaborateurs, dont la majorité sont des jeunes. KAZYON prévoit d'ouvrir plus de 150 magasins supplémentaires en 2025.

KAZYON propose une large gamme de produits alimentaires et non alimentaires de qualité, des articles ménagers essentiels ainsi que des produits de soin personnel. L'entreprise s'engage à offrir des produits de la meilleure qualité à des prix abordables, en mettant l'accent sur la satisfaction du client et une quête constante d'excellence. Sa stratégie repose sur plusieurs piliers : qualité, prix, accessibilité et satisfaction des clients.

KAZYON adopte une approche logistique et de chaîne d'approvisionnement très rigoureuse et disciplinée, permettant à l'entreprise d'être efficace sur le plan des coûts et de transmettre ces avantages aux consommateurs. Une plateforme technologique robuste et une infrastructure informatique solide sont également des éléments clés de son succès.

L'ODJ CHATBOT

WWW.LODJ.MA



**PARLEZ-NOUS À TRAVERS NOTRE NOUVEAU CHATBOT
ET OBTENEZ DES RÉPONSES INSTANTANÉES, IL EST LÀ POUR
VOUS AIDER 24H/24.**



SCAN ME



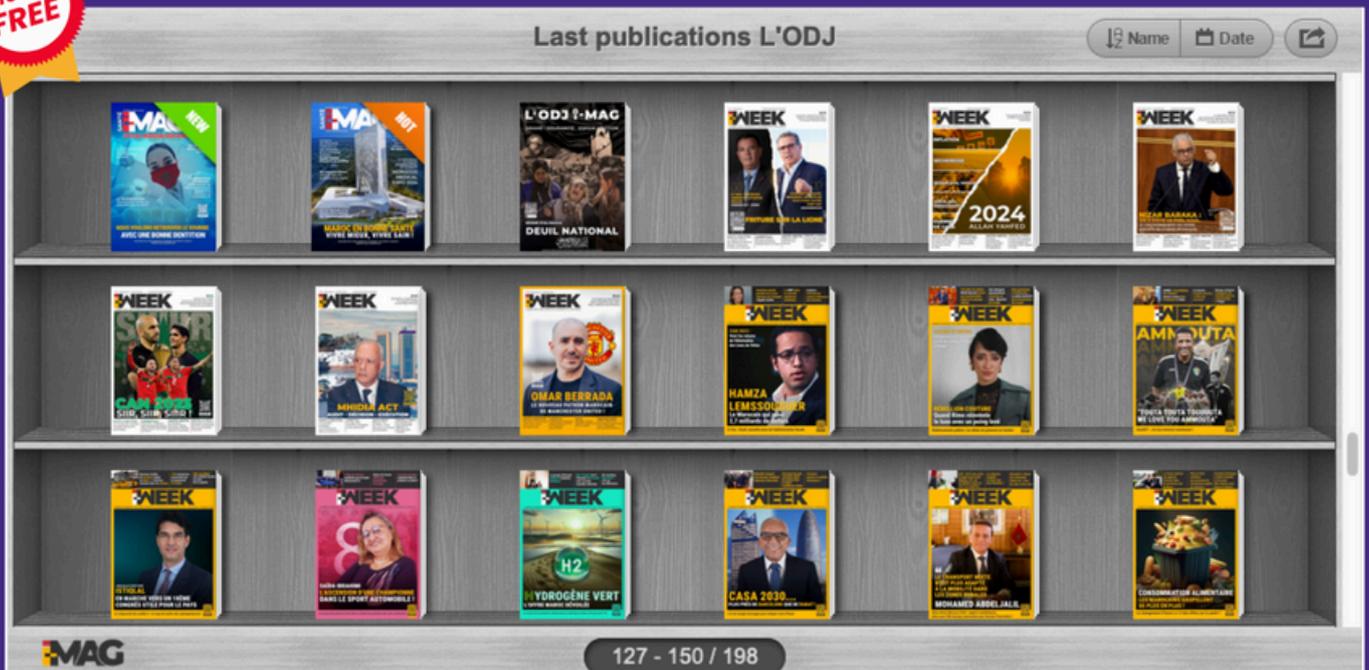


www.pressplus.ma



LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA

100%
FREE



Pressplus est le kiosque 100% digital et augmenté de **L'ODJ Média** du groupe de presse **Arrissala SA** qui vous permet de lire une centaine de nos **magazines, hebdomadaires et quotidiens** gratuitement.

Que vous utilisiez votre téléphone mobile, votre tablette ou même votre PC, **Pressplus** vous apporte le kiosque directement chez vous



SCAN ME